

MINUSCA en action

Bulletin d'information de la MINUSCA | NUMÉRO 059 | DU 1^{er} AU 15 DÉCEMBRE 2017



Photo UN / MINUSCA

PREMIER ANNIVERSAIRE DU PLAN NATIONAL DE RELÈVEMENT ET DE CONSOLIDATION DE LA PAIX

<https://minusca.unmissions.org>

 MINUSCA

 UN_CAR

 UNMINUSCA

SOMMAIRE

4

PREMIER ANNIVERSAIRE DU PLAN NATIONAL DE RELÈVEMENT ET DE CONSOLIDATION DE LA PAIX

6

RENFORCER LA RESTAURATION DE L'ÉTAT À BOSSANGOA

7

ÉCHANGES AVEC LES MEDIAS CENTRAFRICAINS SUR LE NOUVEAU MANDAT DE LA MINUSCA

8

ÉVALUER LES PROGRÈS ET DÉFIS DE LA STABILISATION DE BAMBARI

9

LES JEUNES AU CŒUR DE L'ÉDITION 2018 DE LA JOURNÉE DES DROITS DE L'HOMME

DIRECTEUR DE PUBLICATION :

Hervé Verhoosel

RÉDACTRICE EN CHEF :

Uwolowulakana Ikavi-Gbetanou

EQUIPE RÉDACTIONNELLE :

**Philippe D'Almeida, Ghislaine Atta,
Steve Reve Niko**

PHOTOGRAPHIE :

Herve Serefio

MISE EN PAGE :

Francis Yabendji-Yoga

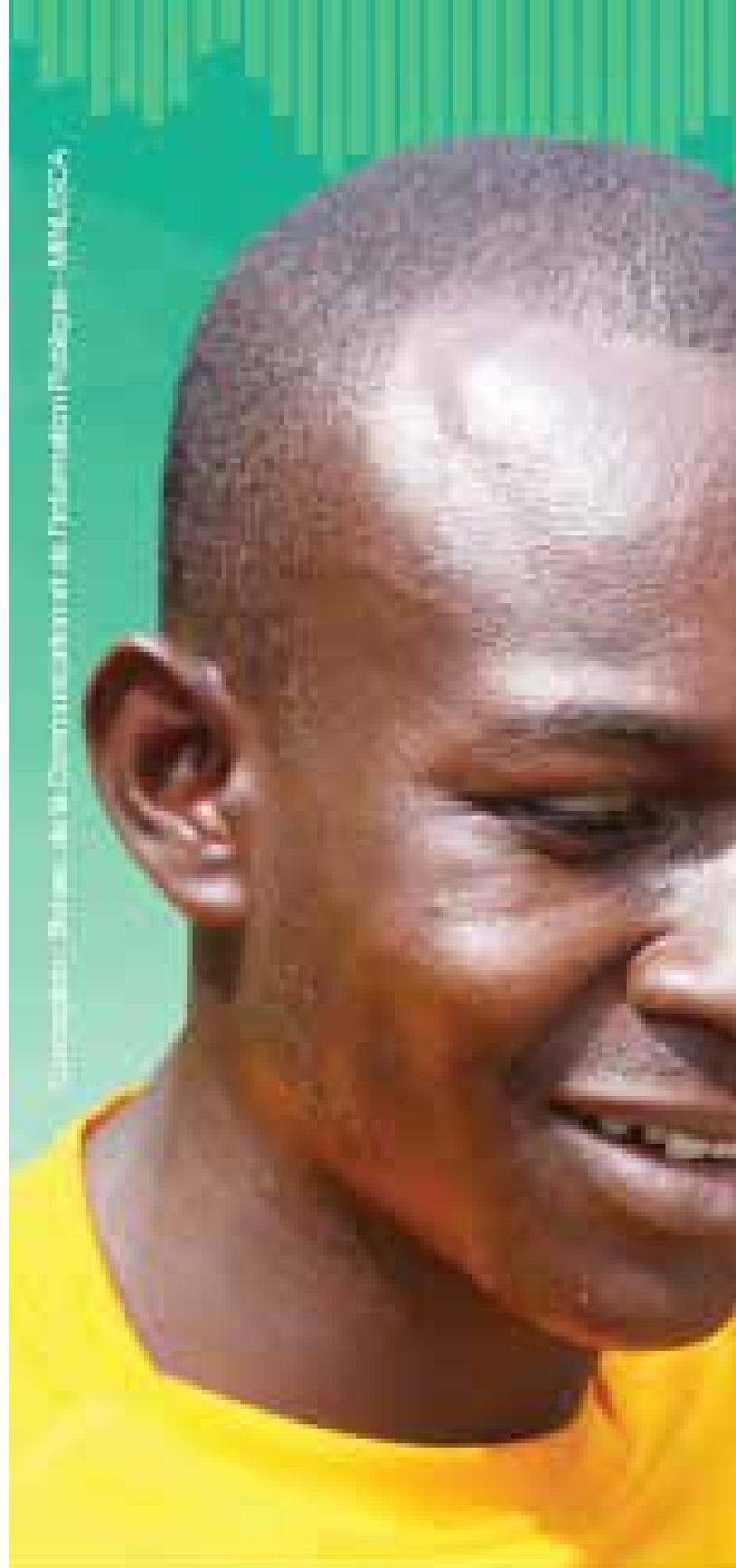
WEBMASTER

Dany Balepe

PRODUCTION :

**Division de Communication
Stratégique et d'Information Publique MINUSCA**

DÉCEMBRE 2017



**Bangui | Bangassou
Bossangoa | B**

GUIRA 93.3 FM



Le devoir d'informer

soou | Obo | Bria | Kaga-Bandoro | Bambari
Ouara | Paoua | Ndole | Birao | Barberati





PREMIER ANNIVERSAIRE DU PLAN NATIONAL DE RELÈVEMENT ET DE CONSOLIDATION DE LA PAIX

L'Assemblée nationale a servi de cadre, le 12 décembre 2017, à une cérémonie officielle commémorant le premier anniversaire du Plan national de relèvement et de consolidation de la paix (RCPCA) et du Cadre d'engagement mutuel (CEM) qui forment tous les deux un ensemble stratégique homogène, lancé officiellement le 17 novembre 2016 à Bruxelles.

Rehaussée par la présence du Président de la République, Faustin Archange Touadera, cette cérémonie a vu aussi la présence du Président de l'Assemblée nationale, Karim Meckassoua, du Premier ministre Simplicie Sarandji, de plusieurs membres du gouvernement centrafricain, du Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies et chef de la MINUSCA, Parfait Onanga-Anyanga, du Représentant de la Banque Mondiale, Jean-Christophe Carret, de la cheffe d'Unité pour l'Afrique centrale de l'Union européenne, Francesca Di Mauro, et de plusieurs autres personnalités tant nationales qu'étrangères.

En mai 2016, le Gouvernement de la RCA avait sollicité l'appui de l'Union européenne, de l'Organisation des Nations Unies et du Groupe de la Banque mondiale pour réaliser l'Évaluation des besoins pour le relèvement et la consolidation de la paix.

L'évaluation avait alors permis d'identifier les priorités pour les cinq premières années de la période post-électorale, avec trois objectifs précis : premièrement, aider le Gouvernement de la RCA à identifier les besoins et les priorités en matière de relèvement et de consolidation de la paix, ainsi que les coûts associés ; deuxièmement, identifier les modalités opérationnelles, institutionnelles et financières qui faciliteront la réalisation des priorités identifiées, compte tenu des contraintes relatives aux capacités et à la sécurité ; et troisièmement, créer une plateforme permettant de suivre l'avancement de la mise en œuvre, notamment des grandes réformes engagées, et faire en sorte que toutes les activités de développement, humanitaires, politiques et de sécurité soient menées de façon

cohérente. Le rapport qui en découle a été approuvé par le Gouvernement en octobre 2016 et adopté en tant que Plan de relèvement et de consolidation de la paix.

Cette première revue a été, non seulement l'occasion pour les experts nationaux et internationaux de faire le point sur ce qui a été réalisé depuis Bruxelles, mais aussi de relever les défis rencontrés et pour s'accorder sur les axes prioritaires devant permettre de répondre plus efficacement aux attentes des populations.

Qualifiant la rencontre de « rendez-vous crucial pour le gouvernement et pour le peuple centrafricain », le Représentant résident de la Banque mondiale a souligné que « les attentes des populations sont de plus en plus fortes pour que nous tenions dans les délais que nous nous sommes imposés » quant à la mise en route du plan. « La réussite de la RCPCA est le passage obligé pour le retour de la stabilité » a-t-il ajouté, réitérant « la détermination de la Banque mondiale à tenir ses engagements pris à Bruxelles. »

Le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies, Parfait Onanga-Anyanga, évoquant le RCPCA, a, pour sa part, salué « un plan ambitieux, symbole de l'espoir de tous les Centrafricains pour un développement équilibré de leur pays et de l'améliora-

tion de leurs conditions de vie, avant d'affirmer, pour finir, qu'« il est indéniable que la crise centrafricaine est aussi et avant tout une crise aigüe de développement. Dans ce contexte, le RCPCA et le Cadre d'engagement mutuel sont porteurs d'une vision cohérente qui se propose d'apporter une réponse concrète au nexus sécurité, développement et aide humanitaire en RCA.»



RENFORCER LA RESTAURATION DE L'ÉTAT À BOSSANGOA



Le 4 décembre 2017, quatre projets à impact rapide (QIPs) ont été remis aux autorités de Bossangoa par la MINUSCA. Différentes initiatives qui s'inscrivent dans le cadre de la restauration de l'autorité de l'État, la promotion de la paix, le renforcement de la cohésion sociale, la lutte contre l'impunité et le bon fonctionnement de l'administration et de l'appareil judiciaire dans la préfecture de l'Ouham.

Il s'agit, en effet, de travaux de construction et de restauration de la direction régionale des travaux publics et de la maison d'arrêt et de correction de Bossangoa ; la construction de la tribune du stade David Dacko par les ex-combattants dans le cadre du programme Pré-DDR ; ainsi que l'achat de machines de productions de tuiles et de briques cuites destinés à la formation des jeunes. Le tout, pour un montant estimé à 90 millions de FCFA.

Le chef par intérim du bureau de la MINUSCA à Bossangoa, Abraham Osong, par ailleurs coordonnateur du bureau régional des droits de l'homme, indique que ce geste s'inscrit dans le cadre de l'appui de la MI-

NUSCA au gouvernement centrafricain dans la restauration de l'autorité de l'État, de la lutte contre l'impunité et de la promotion de la paix ainsi que du renforcement de la cohésion sociale.

Au cours de la remise officielle présidée par le préfet de l'Ouham, Marcel Guela, le Procureur de la République près du Tribunal de Grande Instance de Bossangoa, Fulbert Pépendhé, l'un des heureux bénéficiaires, a, pour sa part, indiqué que la mise en fonctionnement de la maison d'arrêt vient à point nommé car, estime-t-il, l'on ne saurait prétendre lutter contre l'impunité sans la prison qui constitue le dernier maillon de la chaîne pénale.

Pour l'évêque de Bossangoa, par ailleurs président du comité préfectoral de cohésion sociale, monseigneur Nestor Nongo Aziagbia, les machines reçues vont contribuer à la formation et au relèvement socio-économique des jeunes. « Ces machines de productions de tuiles et de briques de capacité de 2200 briques en 8 heures, une fois installées serviront à l'apprentissage et à l'autonomisation de la jeunesse », a-t-il conclu. ■



ÉCHANGES AVEC LES MEDIAS CENTRAFRICAINS SUR LE NOUVEAU MANDAT DE LA MINUSCA



À la faveur de la résolution 2387 adoptée en novembre 2017 par le Conseil de sécurité de l'ONU, le mandat de la MINUSCA a été reformulé conformément aux nouveaux défis sur le terrain. Les tâches prioritaires assignées à la Mission comptent désormais la protection des civils; les bons offices et appui au processus de paix, y compris à la réconciliation nationale, à la cohésion sociale et à la justice transitionnelle; l'aide à la mise en place de conditions de sûreté favorables à l'acheminement immédiat, complet, en toute sécurité et sans entrave de l'aide humanitaire et la protection du personnel et des biens des Nations Unies.

Afin d'en permettre la meilleure compréhension et appropriation par les professionnels des médias centrafricains et ainsi les aider à mieux jouer leur rôle d'interface entre la Mission et la population, le Représentant spécial du Secrétaire général et chef de la MINUSCA, Parfait Onanga-Anyanga, était, le 13 décembre 2017, face aux responsables des médias centrafricains, et s'est prêté au jeu de questions-réponses. C'était au quartier général de la Mission.

Le Représentant spécial a inscrit l'importance de cette rencontre dans le rôle central que la presse a pour vocation de jouer pour la vulgarisation de ce nouveau mandat. « Cet exercice est d'une grande importance car vous êtes les acteurs centraux pour que la population puisse comprendre ce que nous sommes et ce que nous faisons dans le pays », a-t-il à leur égard.

Il s'est aussi agi, lors de cette rencontre qui, désormais s'inscrit dans la régularité, de lever le voile sur certaines questions qui, si elles ne sont pas bien comprises, peuvent être utilisées à des fins de manipulations de l'opinion publique par certains politiciens, ennemis de la paix, et ainsi engendrer des « incompréhensions fâcheuses entre la population et la MINUSCA ».

Occasion pour le chef de la MINUSCA de réitérer l'entière disponibilité de la Mission à relever les défis qui sont les siens, dans les limites de ses capacités, y compris jusqu'au sacrifice suprême de ses hommes et femmes lesquels sont régulièrement soumis à l'hostilité des groupes armés dont ils objets d'attaques. ■

ÉVALUER LES PROGRÈS ET DÉFIS DE LA STABILISATION DE BAMBARI



En visite à Bambari (Ouaka), le 13 décembre 2017, pour évaluer les avancées enregistrées dans la mise en œuvre du Plan opérationnel de stabilisation immédiate de cette ville (POSIB), une délégation de six membres du gouvernement, en compagnie de partenaires techniques et financiers de la RCA, a pu constater les progrès et les défis restants dans cette ville du centre du pays naguère en proie aux activités des groupes armés.

Répartis en groupes selon les thématiques «sécurité publique, justice et administration pénitentiaire» ; «administration civile et gouvernance financière» et «infrastructures et secteurs productifs», les membres du gouvernement et les partenaires au développement ont visité de nombreux bâtiments déjà réhabilités, des infrastructures publiques ou communautaires à reconstruire et échangé avec les principaux responsables locaux sur place.

Pour le chef de la mission, le Ministre de l'Économie, du Plan et de la Coopération, Félix Moloua, cette visite a permis de noter des progrès significatifs dans le relèvement de Bambari. Le Ministre de l'économie en a profité pour insister sur l'importance du projet de stabilisation de Bambari pour le reste du pays. « Si nous réussissons à faire redémarrer l'économie locale et à relancer plus durablement l'administration ici, cette expérience pilote sera dupliquée dans les autres régions du pays », a-t-il assuré.

Pour autant, la délégation a identifié certains dysfonc-

tionnements dans le processus de relance de Bambari ; notamment la désertion de certains fonctionnaires, l'absence de services publics vitaux tels que le Trésor Public, les Impôts et la faible qualité des travaux de réhabilitation de certains bâtiments. La mission a, à cet effet, formulé des recommandations dont un plaidoyer à initier auprès du gouvernement pour un redéploiement durable des services financiers et plus de rigueur dans le contrôle des effectifs des agents de l'Etat et le suivi des travaux de réhabilitation.

Cette importante visite gouvernementale a été également l'occasion pour inaugurer les locaux du Commissariat de police de Bambari et remettre des équipements informatiques et de bureaux à la Police, la Gendarmerie et à la Préfecture.

À l'issue de cette mission, les de Bambari ont eu droit à deux importantes annonces ; la décision du Gouvernement d'organiser l'édition 2018 de la Journée mondiale de l'Alimentation à Bambari et la réhabilitation prochaine du tronçon Bangui-Bambari.

Le Plan Opérationnel de Stabilisation Immédiate de Bambari est une initiative gouvernementale lancée suite à l'opération «Bambari ville sans groupes armés» qui a permis de déloger les groupes armés de la ville, contribuant ainsi à restaurer l'autorité de l'Etat et à renforcer la protection des civils dans la ville. Le POSIB s'inscrit dans le cadre global du Plan national de relèvement et de consolidation de la Paix de la Centrafrique (RCPCA). ■

LES JEUNES AU CŒUR DE L'ÉDITION 2018 DE LA JOURNÉE DES DROITS DE L'HOMME



Pour la 70^{ème} journée anniversaire de l'adoption de la déclaration universelle des droits de l'homme, le Ministère de la justice et le réseau des ONG de promotion et de défense des droits de l'homme ont marqué solennellement l'évènement, lors d'une cérémonie officielle tenue le 11 décembre 2017 à Bangui, organisée avec l'appui de la division des droits de l'homme de la MINUSCA.

De nombreux élèves, étudiants et activistes des droits de l'homme, le ministre de la justice et des droits de l'homme, Firmin Ngbeng Moukoue, le coordonnateur adjoint du réseau des ONG de promotion et défense des droits de l'homme, Célestin N'zala, le chef de la division des affaires politiques de la MINUSCA, Ray Virgilio Torres Flores, et le directeur de la division des droits de l'homme, Musa Gassama, ont pris une part active à l'évènement.

« La journée du 10 décembre est surtout une journée de sensibilisation à l'endroit de la jeunesse car l'éducation aux droits de l'homme contribue de manière essentielle à prévenir des conflits », a indiqué Célestin N'zala à l'ouverture de la cérémonie.

L'assistance a, en outre, pris connaissance du message du Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, lequel rappelle, entre autres, que « nous avons tous le droit de nous exprimer librement et d'être associés aux décisions qui nous concernent. Nous avons tous le droit de ne subir aucune forme de discrimination ». Un message délivré par le directeur de la division des affaires politiques de la MINUSCA qui a souligné que le moment a été opportun pour renouveler une fois de plus « l'engagement de la MINUSCA à mobiliser tous les efforts pour apporter une réponse aux violations des droits de l'homme qui sont commises en Centrafrique et qui continuent d'être documentées. » ■

BREVE

Dans la perspective des 70 ans de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, une conférence débat a été organisée, le 8 décembre 2017 au Stade 20.000 places de Bangui, par la division des droits de l'Homme de la MINUSCA, de concert avec le ministère de la Justice et des Droits de l'homme sur le thème : « Droits de l'Homme dans le maintien et le rétablissement de l'ordre. » L'activité a principalement ciblé les forces du Corps urbain, de la Compagnie nationale de sécurité, de l'Office centrafricain de répression contre le banditisme (OCRB), de l'Unité mixte d'Intervention rapide et de répression. ■

SÉCURISER BANGUI ET SA BANLIEUE



C'est entouré du commandant de la Force de la MINUSCA, le Lieutenant-général Balla Keita, et du commissaire adjoint de la Police, Jean-Michel Turquois, que Le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies, Parfait Onanga-Anyanga, a reçu, le 15 décembre 2017, les maires des huit arrondissements de Bangui pour un moment d'échanges sur leurs préoccupations du moment, ainsi que sur nouveau mandat assigné à la MINUSCA par le Conseil de sécurité à travers la résolution 2387.

« Le relèvement du pays et de la ville de Bangui se poursuit mais les défis sont immenses a indiqué le Représentant spécial du Secrétaire général, dans son introduction à la rencontre fortement motivée par une « réelle volonté de travailler ensemble ». Le maire de Bangui, Émile Raymond Nakombo, a, quant à lui, réitéré sa volonté et celui de ses pairs de s'inscrire dans l'appui à la MINUSCA pour ramener la sécurité dans la ville de Bangui. « Nous sommes déterminés à prendre notre responsabilité pour que nos concitoyens vivent en sécurité », a-t-il dit.

Pendant les échanges les maires ont exprimé les

ressentis de leurs concitoyens de plus en plus nombreux quant aux questions sécuritaires. « Cette situation oblige, d'abord et avant tout, à réfléchir et agir différemment à l'échelle de nos responsabilités. Sachons travailler dans la différence mais ensemble pour le bien de la population », a, pour sa part, souligné la maire du 4eme arrondissement de Bangui, Brigitte Andarra.

« Vous êtes des partenaires indispensables et tout l'appui vous sera donné pour de meilleurs résultats », a promis en retour le Commandant de la Force le général Balla Keita.

Les maires ont, enfin, exprimé le désir que ce type de dialogue puisse se poursuivre afin qu'ils soient effectivement le relais entre la MINUSCA et les populations comme l'a souligné Balla Dodo, maire du 3eme arrondissement. « C'est un moment qui nous a permis de nous parler avec franchise et aussi de réaffirmer notre volonté de travailler ensemble pour le que la sécurité puisse être effective à Bangui mais aussi sur l'ensemble du territoire. » ■

ULTIME HOMMAGE À L'ADJUDANT ABDULNASER MOSTAFA RAGAB ABDELHAMID DU CONTINGENT ÉGYPTIEN



Les personnels militaires, de la police et civil de la MINUSCA ont rendu un dernier hommage à l'adjudant Abdunaser Mostafa Ragab Abdelhamid, du contingent égyptien, tombé, le 26 novembre 2017, sous les balles d'éléments armés lors d'une violente attaque à Bangassou, dans le Sud-Est de la Centrafrique. Le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies, Parfait Onanga-Anyanga, la Représentante spéciale adjointe, Najat Rochdi, le Commandant de la Force de la MINUSCA, le Lieutenant-général Balla Keita, et le représentant du Commissaire de la police, le colonel Jean Michel Turquois, ont participé à cette cérémonie d'adieux au quartier général de la Mission à Bangui, le 6 décembre 2017.

Après la marche funèbre exécutée par un détachement du contingent égyptien et qui a salué l'arrivée de la dépouille, l'oraison funèbre du défunt a été prononcée par le Major Armia Nazmy qui commandait le convoi pris en embuscade le jour fatal. Celui-ci a salué « le courage et le dévouement d'un vrai soldat » qui « meurt en paix pour le sacrifice de sa

vie, donné pour sauver un peuple. »

La prière musulmane, assurée par l'Imam Ahmat Salama, suivie d'une minute de silence en la mémoire du défunt ont précédé le dépôt de gerbes faites successivement par Parfait Onanga-Anyanga, le Lieutenant-général Balla Keita et le Commandant du contingent égyptien, le Lieutenant-Colonel Amr Sabri.

Puis le chef de la MINUSCA de saluer « la mémoire d'un héros [...] un de plus, à qui nous rendons un hommage prématuré. » Le Représentant spécial a, en outre, invité l'assistance à avoir une « pensée pour la femme et les enfants du défunt qui ne le verront plus jamais ». Mais, a-t-il dit à l'adresse du Major Armia Nazmy, « dites à sa famille qu'elle peut être fier de ce héros ! »

L'Adjudant de première classe, Abdunasser Mostafa Ragab Abdelhamid est né le 25 août 1975. Il a intégré l'armée égyptienne le 15 juillet 2005 avant de servir à la MINUSCA au sein du contingent égyptien à la Compagnie des transports lourds, à partir du 25 octobre 2016. Il part en laissant derrière lui une veuve et quatre enfants. ■



LES ADIEUX DE LA MINUSCA AU GENDARME MAURITANIEN ISSA BEILIL

Il est tombé le 4 décembre 2017 à Bria, dans la Haute Kotto, au cours d'une attaque organisée par des groupes armés. Le 13 décembre 2017, la MINUSCA, représentée par son leadership et par ses composantes Police, civile et militaire, a rendu un dernier hommage au gendarme de 4^{ème} classe Issa Beilil de l'unité de police constituée (UPC)-2 de la Mauritanie, au cours d'une cérémonie tenue au quartier général de la Mission.

C'est la prière musulmane dite par l'Imam et gendarme de première classe, Hassan Ould Mbarabatt qui a ouvert la cérémonie après l'accueil du peloton d'honneur. Puis, il est revenu au Lieutenant-colonel Hacen Ould Dah, commandant de l'UPC-2 de Mauritanie, de prononcer l'oraison funèbre. « Il n'y a rien de plus noble que de mourir pour la paix », dira-t-il, avant de saluer « le frère d'armes courtois, discipliné et cordial » dont la disparition « cause à tout le contingent, à sa famille et à ses amis, une peine immense ». Puis d'ajouter : « tu laisses chacun de nous face aux interrogations qui hantent nos vies... »

Le message de condoléances lu par le chef d'état-major de la composante Police de la MINUSCA, Hector Marcial Founa 7, a souligné l'importance du sacrifice : « le sacrifice du gendarme Beilil nous invite à poursuivre notre mission de protection des populations civiles. » Il ajoutera à l'endroit du chef du contingent

mauritanien, « je vous prie de transmettre la compassion et la solidarité de la Police à la famille et à tous les frères d'armes du défunt. »

Le Représentant spécial du secrétaire général des Nations Unies, Parfait Onanga-Anyanga, a, quant à lui, dans une grande émotion, déploré cette nouvelle disparition « tragique » avant de déclarer : « je veux dire à chacune et à chacun de vous que vos actes héroïques sont gravés dans le cœur de tous (...) Ce sacrifice ne sera pas vain », a-t-il dit.

Le jeune gendarme né le 29 avril 1989, qui entre dans la gendarmerie de son pays, le 10 juillet 2010. Il a été déployé à la MINUSCA le 7 juillet 2017. ■





MINUSCA

EN LIGNE | ONLINE



Your one-stop source for news and information about Central African Republic and the UN. Available on smartphones

Votre site d'informations et d'analyses sur la Centrafrique et les Nations Unies. Disponible sur smartphones



Découvrez le nouveau site Internet de la Mission des Nations Unies en Centrafrique

Check out the new website of the UN Mission in the Central African Republic

<https://minusca.unmissions.org>

UN photo / Graphisme CPIO / MINUSCA

 <https://facebook.com/minusca.unmissions>

 https://twitter.com/UN_CAR

 <https://www.flickr.com/photos/unminusca/>